

## Côte d'Ivoire/Présidentielle ce dimanche Ouattara en favori



Trois des adversaires du sortant Alassane Ouattara se sont retirés au fil de la campagne en vue d'une présidentielle dont il est le favori.

AFP  
Abidjan/Côte d'Ivoire

Le scrutin est cependant décrié par une opposition qui a vu certains de ses ténors se retirer de la course. Quant aux électeurs, ils ne devraient pas se bousculer devant les bureaux de vote.

LE président sortant Alassane Ouattara, grand favori de la présidentielle du 25 octobre en Côte d'Ivoire, vise une victoire dès le premier tour lors d'un scrutin décrié par l'opposition et qui peine à mobiliser les électeurs. Pourtant, une élection apaisée et crédible est jugée fondamentale pour tourner définitivement la page des violences meurtrières qui ont suivi la victoire en 2010 d'Alassane Ouattara sur son prédécesseur Laurent Gbagbo dans ce pays premier producteur mondial de cacao et poids-lourd économique de la sous-région. "Pour le quinquennat à venir nous allons renforcer

nos institutions afin de consolider la paix et le vivre-ensemble", a promis Alassane Dramane Ouattara, dit ADO lors de la campagne. Son camp vise une victoire dès le premier tour. "Un coup KO", espèrent ses partisans. Dans l'entourage présidentiel, on semble craindre plus l'abstention que les adversaires, au nombre de sept. A la tête d'une coalition comprenant son parti, le Rassemblement des Républicains (RDR), mais aussi le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) créé par le "père fondateur" du pays Félix Houphouët-Boigny, ADO s'appuie sur une impressionnante machine de campagne électorale et un bon bilan économique. Il ne cesse de vanter les réalisations de son mandat dont la construction achevée du troisième pont sur la lagune d'Abidjan est le symbole. "Notre adversaire s'appelle le taux d'abstention", assure Alphonse Soro, député et responsable de la jeunesse du RDR. "Comment convaincre les gens de

voter, c'est ça la problématique". M. Ouattara doit remporter le scrutin "avec un nombre important d'électeurs, c'est de là que va dériver la légitimité du président qui doit être incontestable", souligne le ministre de la Fonction publique Cissé Ibrahim Bongo, également son biographe. "ARRESTATIONS D'OPPOSANTS" • "Ce slogan (un coup K.O) donne raison aux adversaires qui dénoncent un scrutin saboté par la CEI (Commission électorale indépendante), une institution jugée favorable au président-candidat", explique Charles Roger Amichia, un universitaire. Deux candidats, l'ancien ministre des Affaires étrangères Amara Essy et l'ex-président de l'Assemblée nationale Mamadou Koulibaly se sont retirés de la course pour "ne pas se rendre complice d'une mascarade électorale", selon M. Essy. Si le pouvoir et des observateurs ont ironisé sur ce boycott l'attribuant à la peur "de prendre une

veste", il n'en reste pas moins qu'Amnesty International a par exemple appelé la Côte d'Ivoire à "mettre fin aux arrestations arbitraires d'opposants (...) à l'approche de la présidentielle". "Les récurrentes arrestations et détentions arbitraires d'opposants politiques créent un climat de peur qui compromet l'exercice de la liberté d'expression", selon Amnesty. Le principal challenger de Ouattara devrait être Pascal Affi N'Guessan, le président du Front populaire ivoirien (FPI), fondé par Laurent Gbagbo. Ce scrutin est très important pour lui alors qu'une partie du FPI boycotte le scrutin au nom de la fidélité à Gbagbo. L'ombre de l'ex-président, qui attend son jugement par la Cour pénale internationale (CPI) dans une cellule à La Haye, plane sur cette élection. En 2010, son refus de reconnaître la victoire d'Alassane Ouattara avait plongé la Côte d'Ivoire dans cinq semaines de violences qui s'étaient soldées par la

mort de 3 000 personnes, épilogue sanglant d'une décennie de crise politico-militaire. Pour éviter les contestations, Un dispositif d'"authentification biométrique de chaque électeur" sera déployé pour le scrutin dont les résultats seront collectés et transmis par voie électronique des bureaux de vote à la commission électorale à Abidjan afin de parer aux critiques de bourrages d'urnes et de fraudes. Quelque 34 000 soldats, dont 6 000 Casques bleus, assureront la sécurité à travers le pays et une campagne d'affichage demande aux 23 millions d'Ivoiriens de respecter le résultat issu des urnes.

• **Konan Banny renonce à son tour.** L'ancien Premier ministre Charles Konan Banny, membre de la Coalition nationale pour le changement (CNC), une coalition de l'opposition, a annoncé hier son retrait de la présidentielle de dimanche, dénonçant "un processus inique".

### L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Education.** Les étudiants font plier le gouvernement sur les frais de scolarité



Les étudiants sud-africains ont obtenu hier du gouvernement l'annulation de l'augmentation de leurs frais de scolarité pour l'année 2016 après plusieurs jours de manifestations qui ont paralysé le fonctionnement des universités dans tout le pays.

• **Nigeria/Violences. 27 morts dans l'attentat contre une mosquée de Yola**

Au moins 27 personnes ont été tuées et 96 blessées dans l'attentat mené vendredi contre la mosquée de Jambutu à Yola, dans le nord-est du Nigeria, a annoncé l'Agence nationale de gestion des urgences (NEMA).

### A travers le monde

• **Etats-Unis/Présidentielle.** En dix jours, Hillary Clinton est de retour

La candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton a effacé en dix jours plusieurs mois de doutes quant à sa force mentale et à sa capacité à surmonter les affaires, une séquence médiatique réussie qui rassurait ses partisans hier.

• **France/Accident. 43 morts brûlés vifs dans une collision autocar-camion**



Un accident d'autocar, le plus meurtrier depuis 33 ans en France, a fait 43 morts hier dans le sud-ouest du pays, brûlés vifs à la suite d'une collision avec un camion qui a provoqué l'embrasement des deux véhicules.

• **Pakistan/Violences. Au moins 15 morts dans un attentat anti-chiïtes**

Au moins quinze personnes ont été tuées et environ 40 autres blessées hier dans un possible attentat-suicide contre une procession de musulmans chiïtes à Jacobabad dans la province du Sind (sud du Pakistan), ont annoncé des sources hospitalières et policières.

• **Proche-Orient/Violences. Geste israélien d'apaisement à Jérusalem**

Des milliers de Palestiniens ont afflué hier sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, ouverte par Israël sans restriction pour la première fois depuis des semaines dans un geste d'apaisement mais des heurts violents ont fait plus de 80 blessés en Cisjordanie et à Gaza.

## Congo/A la veille du référendum constitutionnel Appel à "sauver la cohésion nationale"

AFP  
Brazzaville/Congo

L'OPPOSITION congolaise est restée en retrait hier tandis qu'après les récentes violences, l'archevêque de Brazzaville appelait à "sauver la cohésion nationale", à deux jours du référendum qui pourrait permettre au président sortant de briguer un 3e mandat. "Nous pouvons encore sauver ce qui nous reste : la cohésion nationale", écrit Mgr Anatole Nilandou dans un "appel à la classe politique congolaise". "C'est donc au carrefour du dialogue que je vous demande de revenir" afin d'éviter un "suicide collectif", ajoute le prélat catholique alors que le spectre des différents épisodes de guerre civile ayant déchiré le pays pendant une dizaine d'années de 1993 à 2003 inquiète la

population. Les Congolais sont appelés à se prononcer ce dimanche sur un projet de nouvelle Constitution faisant sauter les deux verrous qui empêchent M. Sassou Nguesso de briguer un troisième mandat en 2016 : la limite d'âge et celle du nombre des mandats présidentiels. Dénonçant cette consultation populaire comme un "coup d'État constitutionnel", deux coalitions d'opposition, le Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad) et l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC) avaient tenté d'organiser mardi dans le pays des opérations de "désobéissance civile". L'interdiction de tout rassemblement public avait entraîné ce jour-là des heurts entre forces de l'ordre et manifestants à Brazzaville et à Pointe-Noire, la capitale éco-

nomique du pays, et fait entre quatre morts, selon les autorités, et une vingtaine, selon l'opposition. Jeudi soir, alors que le calme était revenu à Brazzaville, le Frocad a annoncé avoir annulé le grand rassemblement qu'il prévoyait d'organiser avec l'IDC hier dans la capitale après une nouvelle interdiction de "tous les rassemblements [...] sur la voie publique". Selon des sources concordantes, une médiation locale menée par deux opposants et soutenue par des diplomates avait été tentée il y a quelques jours mais n'avait débouché sur aucun rapprochement concret entre les partisans du pouvoir et les détracteurs du référendum. **PLEBISCITE** • Brazzaville est restée calme hier, mais un correspondant de l'AFP a constaté dans la matinée que les forces de l'ordre bouclaient les accès à la

zone où réside un dirigeant d'opposition, Guy Brice Parfait Kolelas. Joint par téléphone, un proche de M. Kolelas a affirmé être bloqué avec lui et au moins deux autres opposants depuis mercredi. L'internet mobile, les services de SMS et le signal local en FM de la radio française RFI - une des stations les plus écoutées du pays - sont restés coupés hier pour la quatrième journée consécutive. Mercredi, le président français François Hollande avait déclaré que son homologue congolais Denis Sassou Nguesso, 72 ans cette année, pouvait "consulter son peuple", mais qu'il lui fallait ensuite "veiller à rassembler, respecter et apaiser". Pour les opposants à M. Sassou Nguesso, ces déclarations ont été perçues comme une approbation du référendum alors que la

France soutient habituellement le respect de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance qui qualifie "de changement anticonstitutionnel", passible de sanctions de l'Union africaine, toute "révision des Constitutions [...] qui porte atteinte aux principes de l'alternance démocratique". Un diplomate français confiait récemment à Paris : "On voit bien que [le référendum congolais] est un plébiscite [...] Pour ce qui est de mettre en garde le président congolais [...] ça a été fait, refait. On ne peut pas l'empêcher de faire, c'est un pays souverain, mais après, tout dépend du peuple congolais." Jeudi, l'Union européenne a estimé que "la liberté d'expression [au Congo devait] être préservée" et qu'un "dialogue inclusif [était] la seule voie pour rétablir un consensus large" dans le pays.